



PROJET DE LOI DES FINANCES
RECTIFICATIVE DE L'ANNEE 2015

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER	3
TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES.....	3
I. IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES	3
II. EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES.....	4
III. AFFECTATION DES RECETTES	5
TITRE II : PLAFONDS DES DEPENSES.....	6
TITRE III : EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES	7
I. EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL.....	7
II. CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT	8
III. PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT	10
IV. MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS	10
SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES.....	11
TITRE I : REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS	11
I. CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR MISSION	11
II. PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS.....	17
TITRE II : GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT.....	19
TITRE III : CONVENTIONS DE PRET AVEC LES BAILLEURS DE FONDS.....	19
TITRE IV : PRETS ET AVANCES.....	19
TITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES.....	19



Loi n° _____/2015

portant modification de la loi n°022/2014 du 19 janvier 2015 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2015

Le Parlement a délibéré et adopté ;

Le Président de la République, Chef de l'Etat, promulgue la loi dont la teneur :

Article 1^{er}: La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution, modifie certaines dispositions de la loi n°022/2014 du 19 janvier 2015 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2015.

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I. IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES

A. Autorisation de perception des ressources

Article 2: Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent de l'application des dispositions du Code Général des Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de la C.E.M.A.C, des emprunts, des dons prévus en 2015 et des autres produits autorisés par les lois et règlements en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.



Ⓟ

Article 3 : Les impôts et taxes en vigueur affectés aux collectivités locales ou aux établissements publics restent applicables.

B. Dispositions fiscales

- **Dispositions du Code Général des Impôts**

Article 4 : Les dispositions du Code Général des Impôts actuellement en vigueur restent inchangées.

- **Dispositions du Code Général des Douanes**

Article 5 : Les dispositions du Code et du Tarif des Douanes de la CEMAC actuellement en vigueur restent inchangées.

II. EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 6 : Les recettes budgétaires sont évaluées et arrêtées à mille huit cent trente-trois milliards huit cent cinquante millions neuf cent trente-et-un mille quatre cent soixante-treize (1 833 850 931 473) francs CFA.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit (en millions de francs CFA) :

Tableau synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires

<i>(en millions de FCFA)</i>	LFI 2015	PLFR 2015	Ecart LFI 2015/PLFR 2015	
			Valeur	%
RECETTES BUDGETAIRES				
Titre 1 : Recettes fiscales	1 376 336	1 240 746	- 135 590	-9,9%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	-	-	-	
Titre 3 : Cotisations sociales	-	-	-	
Titre 4 : Autres recettes	913 358	593 105	- 320 253	-35,1%
TOTAL RECETTES	2 289 694	1 833 851	- 455 842	-19,9%

Le détail de ces recettes se présente, en millions de francs CFA, comme suit :



P

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires

LIBELLE DE LA RESSOURCE	LFI 2015	PLFR 2015	Ecart LFI 2015/PLFR 2015
A. TITRE 1 : RECETTES FISCALES (Brutes)	1 376 336	1 240 746	- 135590
Impôts	529 784	471 052	- 58 732
Impôts sur les sociétés	346 005	272 483	- 73 522
Impôts sur les personnes	136 197	169 695	33 497
Impôts sur les revenus des capitaux	47 582	28 875	- 18 707
Taxes	846 552	769 694	- 76858
Droits et taxes sur la propriété	36 179	24 417	- 11 762
Taxes sur les biens et services	349 808	315 052	- 34 756
Droits et taxes de douanes	436 711	402 513	- 34 199
Autres recettes fiscales	23 854	27713	3 858
B. RECETTES FISCALES (Nettes)	1 376 336	1 240 746	- 135590
C. TITRE 2 : DONN, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	-	-	-
D. TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	-	-	-
E. TITRE 4 : AUTRES RECETTES	913 358	593105	- 320 253
Revenus de la propriété	858 067	537 071	- 320 995
Revenus de participations	10 027	26 604	16 577
Revenus du domaine foncier	441	540	99
Revenus du domaine pétrolier	834 703	499 242	- 335 461
Revenus du domaine minier	9 195	7 178	- 2 017
Revenus du domaine forestier	3 699	3 507	- 193
Recettes diverses (y.c. recettes affectées)	55 292	56 033	742
TOTAL DES RECETTES (B+C+D+E)	2 289 694	1 833 851	- 455 844

III. AFFECTATION DES RECETTES

A. Dispositions relatives aux collectivités locales et aux établissements publics

Article 7 : L'ensemble des ressources de chaque collectivité publique est affecté au financement de l'ensemble de ses charges.





B. Dispositions relatives aux organismes internationaux

Article 8 : Les recettes de l'État rétrocédées directement au profit des organismes internationaux auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir des charges leur incombant, sont imputées aux comptes correspondants ouverts à cet effet dans les livres de la BEAC.

TITRE II : PLAFONDS DES DEPENSES

Article 9 : Les dépenses budgétaires de l'Etat, pour l'année 2015, sont arrêtées à deux mille soixante-huit milliards cinq cent quarante millions cinq cent quatre-vingt-onze mille cinq cent trente-neuf (2 068 540 591 539) francs CFA.

Le détail de ces dépenses se présente, en millions de francs CFA, comme suit :

Tableau des plafonds de dépenses et de charges

Titres et catégories	LFI 2015	PLFR 2015	ECART LFI 2015/ PLFR 2015	
			Valeur	%
Titre 1. Charges financières de la dette	141 172	125 432	- 15 740	-11,1%
Extérieure	113 635	101 635	- 12 000	- 10,6%
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	101 635	101 635	-	0%
<i>Bilatéraux</i>	15 926	15 926	-	0%
<i>Multilatéraux</i>	11 240	11 240	-	0%
<i>Banques</i>	18 181	18 181	-	0%
<i>Marchés Financiers</i>	56 288	56 288	-	0%
Intérêts-commissions et frais	12 000	0	- 12 000	-100%
<i>Pertes sur change</i>	8 000	0	- 8 000	- 100%
<i>Commission et frais-extérieur DGD</i>	4 000	0	- 4 000	- 100%
Intérieure	27 536	23 797	- 3 740	-13,6%
Intérieurs-DGD	7 536	3 590	- 3 947	-52,4%
Intérêts sur emprunts intérieurs-courants	7 536	3 590	- 3 947	-52,4%
<i>Banques intérieures</i>	1 550	0	- 1 550	-100%
<i>Moratoires</i>	1 648	227	- 1 421	-86,2%
<i>Divers</i>	525	0	- 525	- 100%
<i>Marchés Financiers</i>	3 813	3 363	- 451	-11,8%
Trésor-dette	20 000	20 207	207	1,0%
<i>BEAC (agios)</i>	8 600	8 600	-	0%
<i>Facilités de caisse</i>	2 000	1 819	- 181	-9,1%
<i>Bons du Trésor Assimilables</i>	1 900	2 288	388	20,4%
<i>Perte de change</i>	7 500	7 500	-	0%



①

Tableau des plafonds de dépenses et de charges(Suite)

Titres et catégories	LFI 2015	PLFR 2015	ECART LFI 2015/ PLFR 2015	
			Valeur	%
Titre 2. Dépenses de personnel	732 662	732 662	0-	0%
<i>dont :</i>			-	
<i>Solde permanente</i>	561 550	561 550	0	0%
<i>Main d'œuvre non permanente (MONP)</i>	70 956	70 956	0	0%
<i>Prime d'Incitation à la Performance (PIP)</i>	100 156	100 156	0	0%
Titre 3. Dépenses de biens et services	379 837	299 000	-80 837	-21,3%
<i>dont Remboursement TVA</i>	124 310	60 010	-64 300	-51,7%
Titre 4. Dépenses de transferts	423 636	302 723	-120 913	-28,5%
<i>dont SOGARA</i>	143 489	25 700	-117 789	-82,1%
Titre 5. Dépenses d'investissement	643 778	596 724	-47 055	-7,3%
<i>dont Financements extérieurs</i>	207 256	278 212	70 956	34,2%
Titre 6. Autres dépenses	10 000	12 000	2 000	20,0%
Intérieurs-AJE	5 000	5 000	0	0%
<i>Protocoles transactionnels</i>	1 000	1 000	0	0%
<i>Condamnations pécuniaires</i>	3 000	3 000	0	0%
<i>Séquestres</i>	500	500	0	0%
<i>Autres</i>	500	500	0	0%
Restructuration des entreprises	5 000	7 000	2 000	40%
<i>Coûts sociaux des restructurations</i>	5 000	7 000	2 000	40%
TOTAL	2 331 085	2 068 541	-262 544	-11,3%

TITRE III : EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES

I. EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL

Article 10 : Les recettes et les dépenses budgétaires, pour l'année 2015, étant respectivement arrêtées à mille huit cent trente-trois milliards huit cent cinquante millions neuf cent trente-et-un mille quatre cent soixante-treize (1 833 850 931 473) francs CFA et deux mille soixante-huit milliards cinq cent quarante millions cinq cent quatre-vingt-onze mille cinq cent trente-neuf (2 068 540 591 539) francs CFA, il en résulte un besoin de financement de deux cent trente-quatre milliards six cent quatre-vingt-neuf millions six cent soixante mille soixante-six (234 689 660 066) francs CFA.



①

Le détail de ce résultat est présenté, en millions de francs CFA, ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre budgétaire

Recettes		Dépenses		Soldes
Budget général				
	PLFR 2015		PLFR 2015	
Titre 1. Recettes fiscales	1 240 746	Titre 1. Charges financières de la dette	125 432	-234 690
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	-	Titre 2. Dépenses de personnel	732 662	
Titre 3. Cotisations sociales	-	Titre 3. Dépenses de biens et services	299 000	
Titre 4. Autres recettes	593 105	Titre 4. Dépenses de transfert	302 723	
-		Titre 5. Dépenses d'investissement	596 724	
-		Titre 6. Autres dépenses	12 000	
Total des recettes (Budget général)	1 833 851	Total des dépenses (Budget général)	2 068 541	
Budgets annexes				
Total des recettes pour les budgets annexes	-	Total des dépenses pour les budgets annexes	-	-
Comptes spéciaux				
Recettes Comptes d'affection spéciale	-	Dépenses Comptes d'affection spéciale	-	-
Recettes Comptes de Commerce	-	Dépenses Comptes de Commerces	-	
Total des recettes (Comptes spéciaux)	-	Total des dépenses (Comptes spéciaux)	-	
Solde Budgétaire global				-234 690
Solde Budgétaire de base				-234 690

II. CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT

Article 11 : Les emprunts et conventions sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement publique 2015-2017. Le Gouvernement est toutefois autorisé à procéder aux ajustements contextuels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

La gestion de la dette publique vise à assurer le financement de l'Etat au moindre coût sur le court, moyen et long termes, dans le cadre d'une gestion prudente des risques, dans le respect des contraintes fixées par les politiques monétaire et budgétaire et d'une manière qui favorise le développement du marché financier intérieur.

Le ministre chargé de l'Economie est seul habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions y relatifs.

Article 12 : Les opérations de trésorerie et de financement font apparaître un niveau de charges de cinq cent quatre-vingt-deux milliards six cent quatre-vingt-quinze millions soixante-cinq mille deux cent soixante-sept (582 695 065 267) francs CFA contre un niveau de ressources de huit cent dix-sept milliards trois cent quatre-vingt-quatre millions sept cent vingt-cinq mille trois cent trente-trois (817 384 725 333) francs CFA.

Le détail de ces opérations est retracé, en millions de francs CFA, dans le tableau ci-après :



①

Tableau sur les ressources et les charges de trésorerie (en millions de F.CFA)

	LFI 2015	PLFR 2015	Ecart
Charges de trésorerie et de financement			
Amortissement (dette extérieure)	302 691	243 636	- 59 055
Emprunts extérieurs-courants	302 691	243 636	- 59 055
<i>Bilatéraux</i>	31 256	43 466	12 210
<i>Multilatéraux</i>	93 242	31 977	- 61 265
<i>Banques</i>	178 193	168 193	- 10 000
Amortissement des prêts du secteur bancaire	231 587	88 546	- 143 041
Intérieur-DGD	231 587	88 546	- 143 041
Emprunts intérieurs-courants	231 587	88 546	- 143 041
<i>Banques</i>	48 750	40 250	- 8 500
<i>Moratoires</i>	53 837	35 296	- 18 541
<i>Divers</i>	29 000	13 000	- 16 000
<i>Marchés Financiers</i>	100 000	-	- 100 000
Autres amortissements	156 000	149 800	- 6 200
AJE, coûts sociaux, opérations de couverture			-
<i>Bons du Trésor Assimilables (BTA)</i>		51 900	51 900
<i>Instances Trésor</i>	86 000	27 900	- 58 100
<i>Arriérés de TVA</i>	70 000	70 000	0
Correspondants du Trésor	41 875	44 948	3 073
Prêts et avances	10 075	55 765	45 690
<i>Fonds Souverain de la RG</i>	10 075	2 000	- 8 075
<i>Compte IMA (Approvisionnement)</i>		53 765	53 765
Total	742 228	582 695	- 159 533
Ressources de trésorerie et de financement			
Tirages	207 256	278 212	70 956
<i>Tirages sur conventions en cours</i>	168 351	271 399	103 047
<i>Tirages sur nouvelles conventions</i>	38 905	6813	- 32 091
Emissions de titres publics	576 362	365 000	- 211 362
<i>Emissions de titres publics sur le Marché international</i>	490 100	265 000	- 225100
<i>Emissions de titres publics sur le Marché intérieur</i>	86 262	100 000	13 738
Financement bancaire	-	174 173	174 173
<i>Banque centrale</i>	-	174 173	174 173
Total	783 618	817 385	33 766
Solde des opérations de financement et de trésorerie	41 390	234 690	
Solde budgétaire global		- 234 690	
Solde net		-	



P

III. PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT

Article 13 : Le montant des dettes financières qui comprend les charges financières (125 431 703 500 francs CFA) et les amortissements de prêts (332 182 296 833 francs CFA), pour le budget 2015, est arrêté à la somme de quatre cent cinquante-sept milliards six cent quatorze millions trente-trois (457 614 000 033) francs CFA.

IV. MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS

Article 14 : La réserve obligatoire prévue à l'article 47 de la loi organique n°31/2010 du 21 octobre 2010 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, destinée à parer aux effets d'une dégradation des hypothèses macroéconomiques ayant servi de base à la prévision des recettes, est arrêtée pour l'exercice 2015 par programme et titre de dépenses ainsi qu'il suit :

Titres et catégories	Taux de réserve/titre	Montant
Titre 1. Charges financières de la dette	0%	-
Titre 2. Dépenses de personnel	0%	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	5%	14 950
Titre 4. Dépenses de transfert	10%	30 272
Titre 5. Dépenses d'investissement (RG)	15%	47 777
Titre 6. Autres dépenses	5%	600
Total réserves obligatoires	-	93 449

Tout ou partie de la réserve par titre et programme ainsi constituée peut être levée en cas de conjoncture favorable, constatée par le Gouvernement, sur rapport conjoint des ministres chargés de l'Economie et du Budget.

Article 15 : Les modalités d'utilisation d'éventuels surplus par rapport aux évaluations de la présente loi, prévues à l'article 45 de la loi organique n°31/2010 du 21 octobre 2010 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, constatés au cours du second semestre de l'année par le Gouvernement sur rapport conjoint des ministres chargés de l'Economie et du Budget, se présentent ainsi qu'il suit :

Affectation du surplus	Proportion
Accélération du désendettement de l'Etat	2/3
Renforcement des moyens des programmes au titre des dépenses d'investissement	1/3



P

SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS

I. CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR MISSION

Article 16 : Le détail des plafonds des vingt-neuf (29) missions, arrêté au titre de l'exercice budgétaire 2015, se présente désormais ainsi qu'il suit :

Tableau de répartition du budget général par mission

Codes	Libellés	Ouvertes en LF pour 2015	Demandées pour PLFR 2015	Ecart
1	Action extérieure du Gabon	32 645 133 570	30 063 459 898	-2 581 673 672
2	Administration du territoire	53 220 749 600	49 614 868 514	-3 605 881 086
3	Agriculture, élevage et pêche	18 089 783 312	13 113 077 066	-4 976 706 246
4	Aménagement du territoire et tourisme	1 836 455 200	770 102 968	-1 066 352 232
5	Conseil et Contrôle	14 118 812 000	11 202 959 568	-2 915 852 432
6	Culture et Education Populaire	6 702 454 300	6 276 455 770	-425 998 530
7	Défense	116 392 793 500	100 768 067 155	-15 624 726 345
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	8 237 884 900	8 152 519 024	-85 365 876
9	Economie forestière et protection de l'environnement	10 864 209 300	10 909 788 936	-154 420 364
10	Communication	32 835 851 200	27 255 282 130	-5 580 569 070
11	Education nationale	142 375 992 591	141 306 188 825	-1 069 803 766
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	110 013 253 400	98 862 166 118	-11 151 087 282
13	Entreprenariat et commerce	2 489 417 000	3 174 924 408	685 507 408
14	Gestion des finances publiques	432 677 407 749	423 817 714 329	-8 859 693 420
15	Constructions, logements et équipements collectifs	284 273 869 800	281 952 031 493	-2 321 838 307
16	Industrie et mines	8 849 754 600	7 005 760 270	-1 843 994 330
17	Transports	19 663 813 400	19 162 914 280	-500 899 120
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	36 600 330 400	32 941 916 124	-3 658 414 276
19	Justice	20 974 402 900	18 918 513 488	-2 055 889 412
20	Pensions	35 000 000 000	31 500 000 000	-3 500 000 000
21	Pouvoirs publics	102 276 319 600	81 004 073 556	-21 272 246 044
22	Prévoyance sociale	53 513 498 500	66 745 555 359	13 232 056 859
23	Provisions	502 837 322 789	350 140 461 937	-152 696 860 852



Ⓟ

Tableau de répartition du budget général par mission (suite)

Codes	Libellés	Ouvertes en LF pour 2015	Demandées pour PLFR 2015	Ecart
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	66 199 142 300	88 022 372 566	21 823 230 266
25	Santé	132 491 822 800	98 918 257 429	-33 573 565 371
26	Sécurité	24 450 021 600	13 301 115 326	-11 148 906 274
27	Stratégie économique et Développement durable	41 226 694 200	35 541 463 110	-5 685 231 090
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	7 812 226 400	6 651 234 272	-1 160 992 128
29	Travail et emploi	12 415 089 200	11 647 347 620	-767 741 580
Total		2 331 084 506 111	2 068 540 591 539	-262 543 914 572

Tableau de répartition du budget général par mission et par programme

Codes	Libellés	Ouvertes en LF pour 2015	Demandées pour 2015	Ecart
1	Action extérieure du Gabon	32 645 133 570	30 063 459 898	-2 581 673 672
1.101	Affaires Etrangères	28 725 056 370	26 589 658 694	-2 135 397 676
1.108	Intégration africaine et Coopération internationale	1 200 467 100	1 085 398 116	-115 068 984
1.115	Affaires consulaires	1 806 437 400	1 570 707 752	-235 729 648
1.122	Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon	813 172 700	729 695 336	-83 477 364
1.129	Gabonais de l'étranger	100 000 000	88 000 000	-12 000 000
2	Administration du territoire	53 220 749 600	49 614 868 514	-3 605 881 086
2.136	Administration territoriale	24 304 286 500	20 625 331 030	-3 678 955 470
2.143	Décentralisation	6 648 853 800	6 752 553 364	103 699 564
2.150	Prévention et gestion des catastrophes	152 043 600	152 043 600	0
2.157	Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	22 115 565 700	22 084 940 520	-30 625 180
3	Agriculture, élevage et pêche	18 089 783 312	13 113 077 066	-4 976 706 246
3.164	Agriculture	8 185 135 471	6 475 856 332	-1 709 279 139
3.171	Elevage	1 996 131 000	1 038 131 000	-958 000 000
3.178	Pêche et aquaculture	2 355 486 900	567 076 024	-1 788 410 876
3.185	Développement rural	2 266 736 200	1 695 719 969	-571 016 231
3.192	Pilotage et Soutien aux politiques agricole, d'élevage et de pêche	3 286 293 741	3 336 293 741	50 000 000



①

Tableau de répartition du budget général par mission et par programme (suite)

Codes	Libellés	Ouvertes en LF pour 2015	Demandées pour 2015	Ecart
4	Aménagement du territoire et tourisme	1 836 455 200	770 102 968	-1 066 352 232
4.199	Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 343 268 000	323 403 920	-1 019 864 080
4.206	Tourisme	493 187 200	446 699 048	-46 488 152
5	Conseil et Contrôle	14 118 812 000	11 202 959 568	-2 915 852 432
5.213	Conseil Economique et Social (CES)	2 699 890 400	2 526 677 428	-173 212 972
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	113 806 600	604 640 568	490 833 968
5.227	Conseil National de la Communication (CNC)	1 561 325 600	1 509 044 246	-52 281 354
5.234	Cour de Cassation	2 942 193 500	845 440 920	-2 096 752 580
5.241	Cour des Comptes	2 376 274 900	2 015 727 410	-360 547 490
5.248	Conseil d'Etat	554 129 900	530 687 672	-23 442 228
5.255	Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	1 476 390 200	936 808 682	-539 581 518
5.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	1 496 320 600	1 419 626 960	-76 693 640
5.269	Médiature	83 840 300	75 469 604	-8 370 696
5.276	Cour de sûreté	1 653 000	1 454 640	-198 360
5.283	Commission Nationale de droits de l'Homme	133 546 100	123 254 008	-10 292 092
5.286	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	679 440 900	614 127 430	-65 313 470
6	Culture et Education Populaire	6 702 454 300	6 276 455 770	-425 998 530
6.290	Culture	6 173 144 400	5 447 145 870	-725 998 530
6.297	Education populaire	427 323 200	427 323 200	0
6.304	Pilotage et Soutien aux politiques de culture et d'éducation populaire	101 986 700	401 986 700	300 000 000
7	Défense	116 392 793 500	100 768 067 155	-15 624 726 345
7.311	Préparation et emploi des forces	4 736 866 100	4 049 287 528	-687 578 572
7.318	Equipement des forces	30 849 244 800	19 177 580 576	-11 671 664 224
7.325	Garde Républicaine	9 066 797 400	6 634 278 376	-2 432 519 024
7.332	Vie du soldat	4 213 875 400	3 845 308 200	-368 567 200
7.339	Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	67 526 009 800	67 061 612 475	-464 397 325
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	8 237 884 900	8 152 519 024	-85 365 876
8.346	Coordination du travail gouvernemental	5 734 342 500	5 536 333 512	-198 008 988
8.353	Coordination des politiques urbaines	110 641 800	100 152 944	-10 488 856
8.360	Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	1 660 772 200	1 813 613 416	152 841 216





Tableau de répartition du budget général par mission et par programme (suite)

Codes	Libellés	Ouvertes en LF pour 2015	Demandées pour 2015	Ecart
8.367	Relations avec le parlement et les institutions constitutionnelles	213 895 100	189 907 688	-23 987 412
8.374	Pilotage et Soutien aux relations avec le parlement	518 233 300	512 511 464	-5 721 836
9	Economie forestière et protection de l'environnement	10 864 209 300	10 709 788 936	-154 420 364
9.381	Gestion Durable des Eaux et des Forêts	2 559 937 200	2 342 517 632	-217 419 568
9.388	Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	22 550 000	21 000 000	-1 550 000
9.395	Conservation de la biodiversité	2 969 741 800	3 198 381 800	228 640 000
9.402	Amélioration du cadre de vie et changement climatique	662 484 600	554 357 208	-108 127 392
9.409	Pilotage et Soutien à la politique de l'Economie Forestière	4 649 495 700	4 593 532 296	-55 963 404
10	Communication	32 835 851 200	27 255 282 130	-5 580 569 070
10.416	Economie numérique	20 882 458 600	16 587 465 828	-4 294 992 772
10.423	Communication	5 371 815 600	4 173 305 784	-1 198 509 816
10.430	Poste	1 705 150 300	1 672 503 422	-32 646 878
10.437	Pilotage et Soutien à la politique de la Communication	4 876 426 700	4 822 007 096	-54 419 604
11	Education nationale	142 375 992 591	141 306 188 825	-1 069 803 766
11.444	Enseignement pré-primaire et primaire	9 660 696 900	11 830 696 900	2 170 000 000
11.451	Enseignement secondaire	22 480 361 300	19 202 729 757	-3 277 631 543
11.458	Enseignement technique et professionnel	7 347 264 291	7 430 092 068	82 827 777
11.465	Pilotage et Soutien à la politique de l'éducation nationale	102 887 670 100	102 842 670 100	-45 000 000
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	110 013 253 400	98 862 166 118	-11 151 087 282
12.472	Enseignement supérieur	26 627 584 200	24 827 584 200	-1 800 000 000
12.479	Recherche scientifique et innovation	735 037 200	735 037 200	0
12.486	Vie de l'étudiant	74 374 171 400	65 023 084 118	-9 351 087 282
12.493	Pilotage et Soutien des politiques de l'enseignement supérieur et recherche scientifique	8 276 460 600	8 276 460 600	0
13	Entrepreneuriat et commerce	2 489 417 000	3 174 924 408	685 507 408
13.500	Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	571 657 000	565 299 616	-6 357 384
13.507	Promotion des échanges	946 220 400	1 667 789 292	721 568 892
13.514	Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce	971 539 600	941 835 500	-29 704 100



P

Tableau de répartition du budget général par mission et par programme (suite)

Codes	Libellés	Ouvertes en LF pour 2015	Demandées pour 2015	Ecart
14	Gestion des finances publiques	432 677 407 749	423 817 714 329	-8 859 693 420
14.521	Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	38 750 167 800	37 865 630 054	-884 537 746
14.528	Comptabilité et trésorerie de l'Etat	216 480 354 249	217 781 258 989	1 300 904 740
14.535	Gestion du contentieux de l'Etat	5 953 146 800	7 820 969 584	1 867 822 784
14.542	Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques	18 708 120 200	18 032 529 096	-675 591 104
14.549	Gestion fiscale	10 309 575 800	15 187 489 794	4 877 913 994
14.556	Engagements financiers de l'Etat	141 171 518 500	125 431 703 500	-15 739 815 000
14.563	Gestion de la dette	856 078 900	1 263 023 352	406 944 452
14.570	Gestion de la commande publique	448 445 500	435 109 960	-13 335 540
15	Constructions, logements et équipements collectifs	284 273 869 800	281 952 031 493	-2 321 838 307
15.577	Logement	9 169 932 500	4 559 198 984	-4 610 733 516
15.584	Urbanisation et aménagement du cadre de vie	2 550 511 800	2 336 134 512	-214 377 288
15.591	Equipement et infrastructures	266 960 063 300	269 508 879 181	2 548 815 881
15.598	Pilotage et Soutien aux politiques de promotion des investissements, des travaux publics, de l'habitat, des transports et du tourisme	5 593 362 200	5 547 818 816	-45 543 384
16	Industrie et mines	8 849 754 600	7 005 760 270	-1 843 994 330
16.605	Gestion et contrôle des activités minières	4 539 690 000	2 667 290 000	-1 872 400 000
16.612	Régulation et stratégie industrielle	1 056 527 100	1 097 223 470	40 696 370
16.619	Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières	3 253 537 500	3 241 246 800	-12 290 700
17	Transports	19 663 813 400	19 162 914 280	-500 899 120
17.626	Transports terrestre	14 406 396 000	14 269 445 122	-136 950 878
17.633	Transport aérien et par voie d'eau	4 972 436 400	4 639 179 099	-333 257 301
17.640	Pilotage et Soutien à la politique de transports	284 981 000	254 290 059	-30 690 941
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	36 600 330 400	32 941 916 124	-3 658 414 276
18.647	Sports et loisirs	30 886 711 100	27 228 296 824	-3 658 414 276
18.654	Jeunesse et vie associative	928 241 000	928 241 000	0
18.661	Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	4 785 378 300	4 785 378 300	0
19	Justice	20 974 402 900	18 918 513 488	-2 055 889 412
19.668	Justice judiciaire et administrative	2 188 476 500	2 278 412 287	89 935 787
19.675	Administration pénitentiaire	4 623 102 000	2 417 585 568	-2 205 516 432
19.682	Pilotage et Soutien à la politique de la justice	13 882 394 400	13 964 640 113	82 245 713
19.689	Culture des droits de l'Homme et égalité des chances	158 570 000	145 015 520	-13 554 480
19.696	Pilotage et Soutien à la politique des Droits humains	121 860 000	112 860 000	-9 000 000



Ⓟ

Tableau de répartition du budget général par mission et par programme (suite)

Codes	Libellés	Ouvertes en LF pour 2015	Demandées pour 2015	Ecart
20	Pensions	35 000 000 000	31 500 000 000	-3 500 000 000
20.703	Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	35 000 000 000	31 500 000 000	-3 500 000 000
20.710	Pensions spéciales	0	0	0
21	Pouvoirs publics	102 276 319 600	81 004 073 556	-21 272 246 044
21.717	Présidence de la République	41 574 406 300	30 525 097 042	-11 049 309 258
21.724	Assemblée Nationale	31 730 250 200	26 179 448 452	-5 550 801 748
21.731	Sénat	19 344 270 600	16 728 784 024	-2 615 486 576
21.738	Cour Constitutionnelle	9 627 392 500	7 570 744 038	-2 056 648 462
21.745	Haute Cour de Justice	0	0	0
22	Prévoyance sociale	53 513 498 500	66 745 555 359	13 232 056 859
22.752	Protection et promotion de la famille	36 858 708 900	32 693 017 769	-4 165 691 131
22.759	Solidarité sociale	16 178 043 400	8 329 713 390	-7 848 330 010
22.766	Protection sociale	476 746 200	25 722 824 200	25 246 078 000
22.773	Pilotage et Soutien à la politique de protection sociale	0	0	0
23	Provisions	502 837 322 789	350 140 461 937	-152 696 860 852
23.780	Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	502 837 322 789	350 140 461 937	-152 696 860 852
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	66 199 142 300	88 022 372 566	21 823 230 266
24.787	Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	24 527 772 600	18 208 024 830	-6 319 747 770
24.794	Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	38 412 681 000	67 049 391 300	28 636 710 300
24.801	Gestion de la radioactivité	196 378 000	171 732 647	-24 645 353
24.808	Pilotage et Soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	508 543 200	361 880 355	-146 662 845
24.815	Gestion et contrôle des activités pétrolières	2 366 023 800	2 050 757 987	-315 265 813
24.822	Pilotage et Soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures	187 743 700	180 585 447	-7 158 253
25	Santé	132 491 822 800	98 918 257 429	-33 573 565 371
25.829	Prévention et sécurité sanitaire	4 117 447 000	4 290 992 864	173 545 864
25.836	Offre et accès aux soins	80 415 102 300	72 433 996 765	-7 981 105 535
25.843	Lutte contre le SIDA	3 767 720 900	3 329 456 472	-438 264 428
25.850	Pilotage et Soutien à la politique sanitaire	44 191 552 600	18 863 811 328	-25 327 741 272
26	Sécurité	24 450 021 600	13 301 115 326	-11 148 906 274
26.857	Gendarmerie Nationale	5 395 761 300	3 973 295 010	-1 422 466 290
26.864	Police Nationale	19 054 260 300	9 327 820 316	-9 726 439 984





Tableau de répartition du budget général par mission et par programme (suite)

Codes	Libellés	Ouvertes en LF pour 2015	Demandées pour 2015	Ecart
27	Stratégie économique et Développement durable	41 226 694 200	35 541 463 110	-5 685 231 090
27.871	Elaboration et pilotage de la politique économique	15 101 495 370	14 366 186 427	-735 308 943
27.878	Concurrence et Protection du consommateur	3 684 104 700	2 403 507 016	-1 280 597 684
27.885	Pilotage et Soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	22 441 094 130	18 771 769 667	-3 669 324 463
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	7 812 226 400	6 651 234 272	-1 160 992 128
28.892	Fonction publique	6 204 162 000	5 270 380 800	-933 781 200
28.899	Modernisation de l'Etat	758 682 700	653 136 776	-105 545 924
28.906	Pilotage et Soutien aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	849 381 700	727 716 696	-121 665 004
29	Travail et emploi	12 415 089 200	11 647 347 620	-767 741 580
29.913	Promotion de l'emploi et du travail décent	3 054 475 100	3 215 057 130	160 582 030
29.920	Formation professionnelle	6 805 729 100	5 878 463 990	-927 265 110
29.927	Pilotage et Soutien à la politique Travail et de l'Emploi	2 554 885 000	2 553 826 500	-1 058 500
Total		2 331 084 506 111	2 068 540 591 539	-262 543 914 572

II. PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

Article 17 : Les plafonds d'autorisations d'emplois des institutions, des ministères et des autorités administratives sont globalement arrêtés à 104 272 agents. La masse salariale indexée à ces effectifs est fixée à sept cent trente-deux milliards six cent soixante-un millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent onze (732 661 997 311) F.CFA.

Le détail de ces plafonds d'autorisations d'emplois se présente ainsi qu'il suit :

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat :

Institutions	4 039	26 305 410 000
Présidence de la République	2 054	8 371 749 000
Sénat	351	5 808 467 000
Assemblée Nationale	668	8 557 527 000
Cour Constitutionnelle	150	1 275 594 000
Médiature	90	13 975 000
Conseil d'Etat	190	362 522 000
Cour des Comptes	201	170 800 000
Cour de Cassation	194	136 078 000
Cour de Sureté	-	-
Conseil Economique et Social	91	958 095 000
Conseil National de la Communication	41	613 180 000
Conseil National de la Démocratie	1	37 423 000



①

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat :

Ministères	Effectifs	Rémunérations
	94 604	385 778 398 413
Primature	1 177	4 572 182 000
Ministère des Affaires Etrangères, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale	846	11 052 539 680
Ministère de la Justice, Garde des Sceaux	991	13 918 002 000
Ministère de la Communication, des Relations avec les Institutions Constitutionnelles, Porte-parole du Gouvernement	396	378 654 000
Ministère de la Jeunesse et des Sports	488	1 804 819 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire	1 549	4 492 281 000
Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, et de la Décentralisation	3 285	22 460 142 000
Ministère des Mines, de l'Industrie et du Tourisme	397	3 357 974 000
Ministère du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et du Développement des Services	1 473	948 204 000
Ministère des Transports	1 414	422 168 000
Ministère des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	4 157	10 324 013 000
Ministère de la Forêt, de l'Environnement et de la Protection des Ressources Naturelles	1 730	4 717 624 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	3 495	14 937 129 000
Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique et Professionnel	21 472	111 111 832 320
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	1 735	4 902 657 000
Ministère de la Défense Nationale	25 198	65 067 840 000
Ministère de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective	3 288	7 932 391 000
Ministère du Pétrole et des Hydrocarbures	452	160 450 000
Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques	193	89 358 000
Ministère du Budget et des Comptes Publics	4 291	20 263 560 667
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	1 332	4 658 853 746
Ministère de la Santé et de la Prévoyance Sociale	13 122	75 106 723 000
Ministère des Droits Humains, de l'Egalité des Chances et des Gabonais de l'Etranger	79	65 356 000
Ministère de la Culture, des Arts et de l'Education Civique	1 182	2 528 576 000
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative	862	505 069 000

Autorités administratives indépendantes	Effectifs	2015
	329	1 042 024 000
Commission Nationale de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	264	553 557 000
Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	31	117 835 000
Commission Nationale de Protection de Données à Caractère Personnel (CNPDCP)	19	339 520 000
Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)	15	31 112 000



Ⓟ

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat (récapitulatif) :

Ministères/ Autorités administratives indépendantes/ Institutions/Provisions	Effectifs	2015
Institutions	4 039	26 305 410 000
Ministères	94 604	385 778 398 413
Autorités administratives indépendantes	329	1 042 024 000
Provisions	5 300	319 536 164 898
Total	104 272	732 661 997 311

TITRE II : GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT

Article 18 : Le Gouvernement gabonais ne consent aucune garantie au titre de l'année 2015.

TITRE III : CONVENTIONS DE PRET AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

Article 19 : Le niveau des nouvelles conventions de prêt avec les bailleurs de fonds est arrêté à six milliards huit cent treize millions trois cent soixante-dix mille (6 813 370 000) francs CFA.

Article 20 : Le niveau global des tirages des nouvelles et anciennes conventions pour l'année 2015 est arrêté à deux cent soixante-dix-huit milliards deux cent douze millions cent soixante-neuf mille cinq cent (278 212 169 500) francs CFA.

TITRE IV : PRETS ET AVANCES

Article 21 : Les prêts, avances et dépôts se présentent ainsi qu'il suit :

<i>(En millions de F.CFA)</i>	LF 2014	PLF 2015	Ecart
Prêts, avances et dépôts	10 075	55 765	45 690
Fonds Souverain de la République Gabonaise	10 075	2 000	- 8 075
Compte IMA (Approvisionnement)		53 765	53 765

TITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 22 : Pour l'année 2015, les programmes de la mission « Conseil et Contrôle » bénéficient de dotations au même titre que les pouvoirs publics.

Article 23 : La présente loi de finances rectificative ne prévoit ni de budgets annexes, ni de comptes spéciaux.



Ⓟ

Article 24 : La présente loi est accompagnée des documents suivants :

- le rapport économique, social et financier ;
- la stratégie d'endettement sur la période 2015-2017 ;
- l'annexe explicative détaillant et justifiant les modifications intervenues dans la loi de finances rectificative ;
- l'annexe des projets d'investissement ;
- la liste des opérateurs de l'Etat.

Article 25 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 26 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de la loi n°022/2014 du 19 janvier 2015 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2015, sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat./- Ⓟ

Fait à Libreville, le

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat ;

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement ;

Pr. Daniel ONA ONDO

Le Ministre de l'Economie, de la
Promotion des Investissements et de la Prospective ;

Régis IMMONGAULT TATANGANI

Le Ministre du Budget et des Comptes-Publics.

Christian MAGNAGNA

